

LevantTime

«Remaining»: raviver la mémoire des victimes des assassinats politiques depuis 2005



Par Vanessa Kallas

« Espérer, c'est démentir l'avenir », Emil Cioran

Cette citation, photographiée par Édouard Elias, a été écrite par le journaliste Samir Kassir sur un morceau de papier deux semaines avant son assassinat en 2005. Elle fait partie des nombreux objets personnels qu'Elias a photographiés afin de conserver la mémoire des victimes d'assassinats politiques au Liban depuis cette date.

Portraits et reliques, documentant ces assassinats, sont réunis dans le cadre de l'exposition photographique «Remaining» (Ce(ux) qui restent), organisée pour la cinquième commémoration de l'assassinat de l'activiste Lokman Slim.

Inaugurée le 7 février, en présence d'une foule nombreuse et de plusieurs personnalités, dont notamment les députés Marwan Hamadé et Michel Moawad et l'ancien ministre May Chidiac, l'exposition se poursuit jusqu'au 3 mars à Union Marks, à l'usine Abroyan, à Bourj Hammoud, tous les jours, de 14h à 20h.

Elle est le fruit d'une collaboration entre le photographe et photojournaliste Édouard Elias et la journaliste et cinéaste Katia Jarjoura, qui en a assuré la conception. Elle est produite par la Fondation Lokman Slim, avec le soutien de l'Institut français. Grâce à cette exposition, la mémoire

reprend vie.

Entre passé et présent

«Remaining» raconte l'histoire de 21 victimes d'assassinat, dont des responsables politiques, des membres de forces de sécurité, des écrivains, des journalistes, ainsi que des témoins et des survivants de tentatives d'assassinat. Les photographies rassemblent des images de leurs proches, des objets qui leur étaient chers, ainsi que les lieux et les scènes des crimes. Le visiteur est plongé dans une atmosphère empreinte de nostalgie et d'empathie.

Inspiration et hommage

A l'origine du projet, un lien personnel, souligne Katia Jarjoura: «Cette exposition photographique rend hommage à Lokman Slim, un ami qui m'était très cher, mais aussi à plusieurs victimes d'assassinats politiques au Liban, de 2005 à aujourd'hui. Nous voulions que la voix de ces victimes continue de résonner, alors même qu'on a voulu les faire taire. L'objectif est donc de redonner vie, d'une certaine manière, à ces victimes, à leurs idées, à leur présence, et montrer qu'elles ne sont pas mortes en vain».



Édouard Elias revient pour sa part, sur le choix du nom donné à l'exposition: «Après la mort de quelqu'un, un sentiment d'absence subsiste. Et comme la justice n'a pas été rendue, c'est comme si ces personnes demeuraient dans un entre-deux. Elles sont toujours présentes: on n'a pas réussi à effacer les souvenirs, à retirer le chapeau toujours accroché à la penderie ou la montre qui traîne sur une table de nuit. C'est cela qui était important pour moi: montrer que ces personnes sont toujours présentes».

Katia Jarjoura ajoute: «Dans un pays où le système judiciaire est très faible et où la plupart des crimes restent impunis, nous croyons que l'art engagé peut rapporter une réponse à ce problème».

Entre approche visuelle et humanité partagée

«Remaining» est entièrement conçue en noir et blanc. «Deux couleurs qui évoquent l'absence, la mémoire et le caractère intemporel des personnes qui ne sont plus là», explique Édouard Elias. «Je voulais que le travail soit sobre, sans effets de couleur ni interventions stylistiques, afin de placer tout le monde sur un pied d'égalité».

À travers des objets du quotidien et des lieux familiers, Édouard Elias invite les visiteurs à percevoir l'humanité de ces familles et à prendre conscience de la proximité qui les unit.

Depuis son indépendance, en 1943, le Liban a connu plus de 200 assassinats politiques, dont l'immense majorité demeure impunie.

La loi d'amnistie de 1991, adoptée à la fin de la fin de guerre de 1975, a favorisé une culture d'impunité qui continue d'influencer la vie politique du pays. Après le départ des forces syriennes du Liban, en 2005, plusieurs figures de l'opposition à l'axe syro-iranien ont été liquidées.

L'assassinat de l'ancien Premier ministre Rafic Hariri, en 2005, suivi de la création du Tribunal spécial pour le Liban (TSL), a cependant marqué un tournant. La procédure judiciaire engagée a mis au jour l'assassinat politique comme un outil d'influence syro-iranienne, sapant à la fois la souveraineté libanaise et l'État de droit.

Qui était Lokman Slim ?

Le 4 février 2021, Lokman Slim a été assassiné à Addoussiyé, dans le sud du Liban.

Lokman Slim était un éditeur, un cinéaste et un militant politique libanais, reconnu pour son engagement sans concession en faveur des droits humains, des libertés civiles et de l'État de droit.

Critique virulent du professionnalisme, de la violence politique et de tout ce qui se pose en obstacle à l'édification d'un État de droit, il a cofondé avec son épouse, Monika Borgmann, le centre de documentation et de recherches, UMAM, une organisation dédiée à la préservation de la mémoire collective du Liban et à la promotion du débat public.

«Remaining» est un appel urgent à la responsabilité et à la justice au Liban, afin que l'avenir cesse d'être redouté et puisse, enfin, être espéré.